

Unité départementale de l'Ain
Immeuble DDT
23 rue Bourgmayer
01012 Bourg En Bresse

Bourg En Bresse, le 19/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERNARD AGRICULTURE

179 route de Trévoux
CS 90050
01390 Saint-André-De-Corcy

Références : -
Code AIOT : 0006107007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement BERNARD AGRICULTURE implanté rue de la gare 01390 Saint-André-de-Corcy. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées relatives aux exercices POI dans les sites SEVESO seuil bas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARD AGRICULTURE
- rue de la gare 01390 Saint-André-de-Corcy

- Code AIOT : 0006107007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement BERNARD PRODUCTIONS VEGETALES s'articule autour de 2 grandes activités:

- le stockage d'engrais et de produits d'amendements agricoles;
- une activité de séchage et de stockage de grains.

Le site existe depuis 1968. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (régularisation) datant du 31 mars 2000. Le site est classé SEVESO seuil bas pour le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium (rubrique 4702).

Le silo de stockage de grains relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	Demande d'action corrective	3 mois
5	Contenu du POI 1/4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence d'un POI et test	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea	Sans objet
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Sans objet
4	Contenu du POI 1/4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
6	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
7	Moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit finaliser son POI sur la partie prélèvements environnementaux en se procurant les moyens de prélèvements et en formant son personnel ou en contractualisant avec un prestataire. Il doit veiller à ce que l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir en cas de POI dispose des formations adéquates et de recyclages le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'un POI et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'un POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
Constats : L'exploitant disposait d'un plan d'intervention interne en septembre 2020. Le document a été révisé pour aboutir à un POI en mars 2024. 2 révisions ont eu lieu depuis, afin de corriger des éléments (listés en fiche G3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Test du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Test du POI
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
Constats : L'exploitant a réalisé un exercice incendie le 19 mai 2022 ainsi qu'un exercice évacuation le 15 mai 2020. Il indique envisager de programmer un exercice POI en 2025 suite à la mise à jour du POI et aux formations (EPI notamment) qu'il souhaite réaliser sur les mois de janvier et février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

<p>Constats :</p> <p>5 personnes sont amenées à travailler sur le site de la gare : 1 personne sur la partie engrais, 2 sur la partie céréales, ainsi que 3 personnes du service maintenance.</p> <p>Une partie de cet effectif a reçu une formation "équipier de première intervention". Certaines formations datent de 2021, 2022, d'autres de 2010.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait programmer une formation EPI ainsi qu'un recyclage pour les personnes concernées en janvier/février 2025.</p> <p>Une partie de l'effectif a reçu une formation intitulée "maîtriser le stockage et la conservation des grains en organisme stockeur" le 16 avril 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de former, sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble du personnel travaillant sur le site de la gare, sur la thématique EPI ainsi que sur les risques spécifiques présentés par les installations • l'ensemble du personnel amené à intervenir dans le cadre d'une situation d'urgence et de la mise en oeuvre du POI (acteurs POI et personnel de terrain).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Contenu du POI 1/4

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter</p>

et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Le POI présenté par l'exploitant comporte l'ensemble des items prévus par l'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014.

L'inspection constate les points suivants :

- la pagination par fiche (et non par rapport à l'ensemble du document) peut rendre l'utilisation du document peu aisée ;
- la fiche F5 donne les coordonnées des personnes d'astreinte et non à contacter en heures ouvrées ;
- l'exploitant doit préciser les moyens humains nécessaires au déroulement de sa stratégie (pour l'ensemble des scénarios) notamment hors heures ouvrées et dimensionner son astreinte en conséquence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à prendre en compte les remarques de l'inspection pour la prochaine mise à jour de son POI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu du POI 1/4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

<ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié les substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie. Son bureau d'étude (APAVE) a produit une stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident (rapport du 19/04/2024) : substances à rechercher, appareils de prélèvement nécessaires, méthodes d'analyse par substance et par matrice. L'exploitant a demandé des devis à 3 prestataires pour la réalisation de ces prélèvements. Il n'a à ce jour pas contractualisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de contractualiser avec un prestataire ou de disposer des équipements et personnels nécessaires à la réalisation des prélèvements environnementaux en cas d'accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Correspondance POI – EDD

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les scénarios du POI correspondent à ceux de l'étude de dangers.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 7 : Moyens d'intervention
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
Constats : La présence des équipements suivants mentionnés dans le POI a été constatée lors de la visite : <ul style="list-style-type: none"> • coffre contenant 4 tuyaux pompiers, 1 réducteur, 1 clé multi services, 1 lance, • extincteur poudre 50 kg, • 2 RIA, • 1 surpresseur et 1 lance. L'exploitant fait fonctionner le surpresseur lors de l'inspection et indique le tester régulièrement. Néanmoins, les tests ne sont pas enregistrés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à enregistrer ses tests d'équipements de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite